

Bujumbura interpelle l'Union africaine sur sa plainte contre le Rwanda

PANA, 26 juin 2017 - L'Union africaine interpellée au plus haut point pour éviter le pire entre le Burundi et le Rwanda Bujumbura, Burundi - Le Conseil national de sécurité au Burundi presse l'Union africaine (UA) de se joindre à la Conférence internationale pour la paix dans la région des Grands Lacs (CIRGL) et à la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) pour donner suite aux plaintes déposées contre le Rwanda, accusé d'implication supposée dans la politique chez son voisin du Sud depuis les élections générales controversées et marquées de violences de 2015.

Les trois organisations semblent, pour le moment, plus préoccupées par une solution négociée à la crise burundaise, passant par un dialogue inclusif de tous les acteurs politiques concernés, pour prévenir le risque d'embrasement du reste de la sous-région. La demande pressante du Conseil ressort d'un communiqué sanctionnant une réunion, tenue jeudi par cet organe consultatif en matière de sécurité intérieure et extérieure, sous la présidence du chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza. On ignore s'il y a un lien direct entre la réunion du Conseil et l'incident de la veille, impliquant des militaires rwandais présumés dans l'enlèvement d'un pêcheur burundais, sur la rivière Ruhwa, commune aux deux pays. s'agissait d'une nouvelle escalade dans les relations tendues entre les deux pays qui ont vu se multiplier, ces derniers temps, des incidents transfrontaliers. Le communiqué du Conseil remonte à la mort du président burundais, Cyprien Ntaryamira, le 6 avril 1994, dans un attentat contre l'avion du président rwandais de l'époque, Juvénal Habyarimana demander que la lumière soit également faite sur ce dossier. A l'époque, le Rwanda était en proie à une guerre civile opposant le Front patriotique rwandais (FPR, ancienne rébellion armée issue de l'ethnie minoritaire des tutsi, actuellement au pouvoir) aux ex-Forces armées rwandaises (ex-FAR, dominées par la majorité ethnique des hutu). Du fait des rivalités entre les deux pays, nombreux sont les analystes à craindre la résurgence et l'instrumentalisation des tensions ethniques, notamment du fait que le régime en place à Kigali est associé à la minorité tutsi, celui en place à Bujumbura, à la majorité hutu. Des rapports des Nations unies se préoccupent déjà de cette éventualité qui viendrait rappeler les guerres caractérisées ethniquement dans les deux pays, surtout celle qui a culminé sur un génocide, en 1994, au Rwanda. Le Burundi, de son côté, portait encore le deuil des tueries inter-ethniques consécutives à l'assassinat du premier président hutu démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, dans un putsch de l'armée dominé par la minorité tutsi, en 1993. L'histoire passée et présente a toujours été marquée par des débordements de conflits ethniques dans les deux pays qui passent pour des "frères jumeaux", sociologiquement parlant.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});